

<b>Sociétés en général</b> , redressement judiciaire, dirigeants, sanctions personnelles, cas, importance du passif, Paris, 3 <sup>e</sup> Ch. B, 24 oct. 1990 .....	140
<b>Sociétés en général</b> , associés, parts cession, caractère commercial, cession de contrôle, notion, Paris, 1 <sup>re</sup> Ch. sec. urgences, 14 nov. 1990 .....	140

#### IV. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION

— Règlement CEE n° 3716/90 de la commission du 19 décembre 1990 fixant certaines dispositions d'application du règlement CEE n° 4086/89 du conseil relatif aux garanties à fournir pour assurer le paiement d'une dette douanière .....	143
— Directive n° 90/605 CEE du conseil du 8 novembre 1990 modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE concernant respectivement les comptes annuels et les comptes consolidés en ce qui concerne leur champ d'application .....	144
— Directive n° 90/604/CEE du conseil du 8 novembre 1990, modifiant la directive 78/660/CEE sur les comptes annuels et la directive 83/349/CEE sur les comptes consolidés en ce qui concerne les dérogations en faveur des petites et moyennes sociétés ainsi que la publication des comptes en écus .....	147
— Loi n° 90-1002 du 7 novembre 1990 modifiant l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986 relative à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et à l'actionnariat des salariés .....	151
— Loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 relative à la propriété industrielle .....	153
— Loi n° 90-1084 du 5 décembre 1990 modifiant les annexes I et II de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public .....	154
— Loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 de finances pour 1991 .....	155
— Loi n° 90-1169 du 29 décembre 1990 de finances rectificative pour 1990 .....	171
— Loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé .....	180
— Loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques .....	187
— Décret n° 90-948 du 25 octobre 1990 portant application de	

IV. Propositions de directive .....	264
V. Bilan de l'application du droit communautaire des sociétés	264
VI. Colloque .....	266

l'article 18 de la loi du 28 mars 1885 modifié par la loi du 31 décembre 1967 relative au marché à terme .....	190
— Décret n° 90-1081 du 3 décembre 1990 aménageant les modalités remise en cause du paiement différé et fractionné des droits d'enregistrement dus sur certaines transmissions d'entreprises en cas d'apport des biens en société .....	190
— Décret n° 90-1119 du 18 décembre 1990 pris pour l'application du paragraphe 1 <sup>er</sup> de l'article 98 de la loi de finances pour 1990 .....	191
— Décret n° 91-15 du 4 janvier 1991 modifiant le décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 pris en application de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances .....	191
— Décret n° 91-29 du 9 janvier 1991, relatif aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural et modifiant les décrets n° 61-610 du 14 juin 1961 et 62-1235 du 20 octobre 1962 .....	192
— Décret n° 91-14 du 14 janvier 1991 relatif à l'assemblée des titulaires de certificats coopératifs d'investissement .....	192
— Décret n° 91-79 du 22 janvier 1991, relatif aux billets de trésorerie et autres titres de créances négociables .....	197
— Décret n° 91-80 du 22 janvier 1991, relatif à l'obligation d'information statistique des émetteurs de titres de créances négociables .....	201
— Décret n° 91-131 du 1 <sup>er</sup> février 1991 fixant le taux de l'intérêt légal du 1 <sup>er</sup> janvier 1991 au 31 déc. 1991 .....	201
— Arrêté du 17 octobre 1990 portant homologation d'un règlement du comité de la réglementation bancaire (règlement n° 90-14 du 16 octobre 1990 modifiant le règlement n° 86-14 du 24 novembre 1986 relatif au régime des réserves obligatoires) .....	202
— Arrêté du 15 novembre 1990, portant homologation du règlement général du conseil des bourses de valeurs .....	202
— Arrêté du 5 décembre 1990 portant homologation du règlement général du conseil des bourses de valeurs .....	208
— Arrêté du 13 décembre 1990 portant fixation de certaines modalités d'application du décret n° 90-1119 du 18 décembre 1990 pris pour l'application du 1 de l'article 98 de la loi de finances pour 1990 .....	227
— Arrêté du 23 janvier 1991 portant homologation du règlement général du conseil des bourses de valeurs .....	228
— Circulaire du 28 décembre 1990 relative aux investissements directs français à l'étranger et étrangers en France .....	233

de blocage, nomination d'un administrateur *ad hoc* (non), Versailles, 20 sept. 1990, note Claire ROCA ..... 80

III. — SOCIÉTÉS ANONYMES

• Garanties, lettres d'intention, lettre contenant une obligation de résultat, assimilation à une garantie, autorisation du conseil d'administration, nécessité (oui), défaut d'autorisation, inopposabilité, Cass. com. 23 oct. 1990, Philippe DELEBECQUE ..... 86

• Sociétés anonymes, conventions conclues avec la société, interposition de personnes, intérêt indirect, Cass. com. 23 oct. 1990, note Yves GUYON ..... 92

IV. — COMITÉ D'ENTREPRISE

• Comité d'entreprise, information et consultation, société membre d'un groupement économique, Cass. soc. 26 sept. 1990, note Raymonde VATINET ..... 95

V. — SOCIÉTÉS CIVILES

• Société civile, activité commerciale exercée par ses membres, conséquences, Cass. com. 31 mai 1988, note Jean-Pierre LEGROS .. 99

VI. — SOCIÉTÉS CIVILES DE CONSTRUCTION

• Société de construction-vente, associés, obligations, souscription aux appels de fonds, caractère indispensable à l'achèvement de la construction, nécessité, Cass. 3<sup>e</sup> Ch. civ. 11 oct. 1989, Rouen, 9 oct. 1990, note Bernard BOULOC ..... 110

VII. — DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS

• Impôts indirects, procédure, vérification ou contrôle, droit pour le contribuable de se faire assister d'un conseil, avertissement préalable, défaut, irrégularité, moment pour l'invoquer — Impôts indirects, procédure, constatation, procès-verbal, rédaction, signature, signature de tous les agents de constatation (non) — Impôts indirects, procédure, visite domiciliaire, ordre de visite, soupçon de fraude, constatations suffisantes — Impôts indirects, procédure, constatation, procès-verbal, rédaction, non-restitution des factures saisies, atteinte aux droits de la défense — Impôts indirects, boissons, alcools, pénalités, application, irrégularités ne compromettant pas les droits dus, Cass. crim. 1<sup>er</sup> oct. 1990, note Bernard BOULOC ..... 116

# TABLE DES MATIÈRES

N° 1-1991

---

## I. — DOCTRINE

- « Les pactes d'actionnaires » par Gilbert PARLÉANI ..... 1
- « Remarques sur la prescription de l'action en nullité en droit des sociétés » par Charley HANNOUN ..... 45

## II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE

### I. — SOCIÉTÉS EN GÉNÉRAL

- Société, cautionnement, fusion, absorption, personne morale, disparition, garanties des dettes postérieures, condition, manifestation, manifestation expresse, Cass. com. 17 juill. 1990, note Dominique RANDOUX ..... 67
- Société, société en formation, personnes ayant agi en son nom, existence et nature des actes accomplis, différences avec la société créée de fait, Cass. com. 20 nov. 1990, obs. .... 72

### II. — SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

- Société à responsabilité limitée, cession de parts, agrément, notification aux associés et à la société, obligation, charge, délai, Cass. com. 9 mai 1990, 24 avril 1990, 3 juill. 1990, note Yves CHARTIER ..... 72
- Société à responsabilité limitée, associé, cumul avec contrat de travail, lien de subordination, associé majoritaire (oui), Cass. soc. 4 déc. 1990, obs. .... 79
- Société à responsabilité limitée, fixation judiciaire de la rémunération d'un gérant, absence de décision collective, situation

# revue des sociétés

BIBLIOTHÈQUE	
BIBLIOTECA	
Site	2
Exterio	84
12	

## V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT

<b>Entreprises</b> : P.M.E. : mesures prises en faveur des petites et moyennes entreprises .....	235
<b>Groupement européen d'intérêt économique</b> : G.E.I.E. et coopération universités entreprises .....	236
<b>Comptes sociaux</b> : Dépôts des comptes annuels au greffe du tribunal de commerce, impossibilité pour le greffe d'exiger le dépôt des imprimés fiscaux .....	236
<b>Comité d'entreprise</b> : modification de l'organisation économique de l'entreprise (fusion, cession, O.P.A., O.P.E. ...) et information du comité d'entreprise .....	237
<b>Droit fiscal</b> : Impôt sur la fortune, parts et actions détenues par les dirigeants faisant valoir leurs droits à la retraite .....	238
<b>Droit fiscal</b> : Plus-values sur cession de titres non cotés ....	239
<b>Droit fiscal</b> : régimes fiscal des groupes et options pour l'intégration fiscale, incidence des conditions d'application de l'intégration sur l'actionnariat des salariés des sociétés du groupe ....	239
<b>Redressement judiciaire</b> : dérogation au principe de la non-reprise des poursuites individuelles des créanciers après jugement de clôture .....	240

## VI. — BIBLIOGRAPHIE

Comptes rendus d'ouvrages .....	243
Bibliographie thématique « L'administrateur provisoire » .....	244
Actualités bibliographiques : articles et notes de jurisprudence	247
Sélection d'ouvrage et de monographies .....	262

## VII. — INFORMATIONS

I. Les sociétés cotées savent-elles communiquer ? .....	263
II. Parmi les sociétés assujetties à l'I.S. quelles sont celles qui paient l'I.S. ? .....	263
III. Restructurations d'entreprises .....	264

- Société à responsabilité limitée, abus des biens sociaux, éléments constitutifs, utilisation des biens sociaux, caractère contraire à l'intérêt social, constatation, nécessité, Cass. crim. 22 oct. 1990, note Bernard BOULOC ..... 125

### VIII. — DROIT FISCAL DES SOCIÉTÉS

- Champ d'application de l'impôt sur les sociétés, personnes morales assujetties, association, comité de développement ne facturant pas ses prestations aux entreprises (non), comité de développement facturant une étude, assujettissement pour l'ensemble des opérations de l'exercice — Bénéfice imposable, charges déductibles, dépenses accroissant l'actif (bureau et étagères) (non), conditions relatives à l'objet des dépenses, frais de relations publiques engagés dans l'intérêt de l'activité (oui), Concl. Jacques ARRIGHI DE CASANOVA sur C.E. 8<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> sous-sect., 9 nov. 1990 ..... 128

### III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

- Sommaires de jurisprudence par Yves Guyon ..... 137
- Sociétés anonymes**, administrateurs, conventions conclues avec la société, rapport spécial du commissaire aux comptes, approbation de l'assemblée générale, défaut, sanction, responsabilité, Cass. soc. 26 juin 1990 ..... 137
- Sociétés anonymes**, fusion, apports en nature, évaluation, critères utilisés, contrôle judiciaire, Paris, 5<sup>e</sup> Ch. A, 13 nov. 1990 ..... 137
- Sociétés anonymes**, valeurs mobilières, C.O.B., décision individuelle, recours, compétence judiciaire, Cons. d'Etat, 6 juill. 1990 ..... 138
- S.A.R.L.**, Gérant, cumul d'un mandat social et d'un contrat de travail, lien de subordination, groupes de sociétés, Paris 18<sup>e</sup> Ch. C, 19 sept. 1990 ..... 138
- Sociétés en général**, transformation, annulation, effets, rétroactivité, droits des créanciers sociaux, Paris, 11 juill. 1990 ... 139
- Sociétés en général**, époux, apports d'un bien commun, revendication de la qualité d'associé par l'autre conjoint, renonciation, Paris, Ch. soc. A, 16 oct. 1990 ..... 139
- Sociétés en général**, sociétés étrangères, personnalité morale, reconnaissance en France, convention franco-américaine du 25 nov. 1989, Paris 8<sup>e</sup> Ch. B, 8 nov. 1990 ..... 139